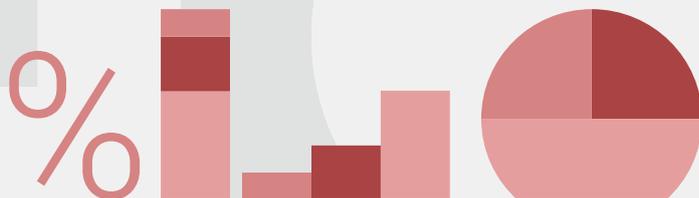


Actualités OFS



15 Éducation et science

Neuchâtel, novembre 2021

Aspects internationaux de la recherche et développement

Rôle des multinationales étrangères dans la recherche et développement en Suisse en 2019

Cette publication vise à mesurer, pour la première fois, l'importance des entreprises appartenant à des multinationales étrangères dans la réalisation d'activités de recherche et développement sur le territoire suisse. Ces résultats se basent sur les derniers chiffres disponibles de la statistique «Recherche et développement auprès des entreprises privées 2019», réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Contexte

Régulièrement, la Suisse se place dans le peloton de tête des comparaisons internationales portant sur les montants investis dans les activités de recherche et développement (R-D).¹ Dans un contexte de globalisation croissante, où les multinationales entretiennent un réseau de filiales à l'étranger, il est légitime de se demander si la recherche réalisée par le secteur privé en Suisse est plutôt le résultat des activités menées par les entreprises d'origine helvétique, ou si au contraire, les entreprises sous contrôle étranger jouent un rôle prépondérant.

Pour répondre à cette question, cette publication présente l'importance, exprimée en parts relatives, (a) des entreprises sous contrôle étranger actives dans la R-D; (b) des dépenses intra-muros de R-D investies dans la recherche en Suisse par les unités contrôlées par l'étranger; (c) du personnel employé à ces activités R-D dans les multinationales étrangères.

Définitions

On parle d'un **groupe multinational étranger** (ou d'une multinationale étrangère) lorsqu'une ou plusieurs unités situées en Suisse sont sous le contrôle d'une unité ayant son siège à l'étranger. Le pays de résidence est alors le pays où l'unité de contrôle ultime est établie. On parle d'un **groupe d'entreprises suisse** si l'unité de contrôle réside en Suisse. Pour plus de lisibilité, les termes «groupe d'entreprises sous contrôle suisse ou étranger» seront abrégés «groupe suisse ou étranger».

On parle d'une **entreprise active en R-D** quand une entreprise réalise elle-même des activités de recherche et développement. Les montants consacrés à ces activités faites à l'interne de l'entreprise sont nommés «dépenses intra-muros de R-D».

Par «entreprises sous contrôle suisse», on entend les unités actives sur le territoire suisse qui sont indépendantes ou qui appartiennent à un groupe d'entreprises dont le siège est également situé sur sol helvétique. Par «entreprises sous contrôle étranger», on entend les unités appartenant à un groupe dont le siège se trouve à l'étranger. L'identification des entreprises sous contrôle étranger est rendue possible grâce à la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE) de l'OFS. Cette statistique recense de manière détaillée l'appartenance à des groupes des unités actives sur le territoire helvétique.²

¹ Cf. Office fédéral de la statistique (2021), «Recherche et développement en Suisse 2019», *Publication OFS*, Neuchâtel.

² Pour plus de renseignement: Office fédéral de la statistique (2020), «Portrait des groupes d'entreprises en Suisse de 2014 à 2019», *Actualités OFS*, Neuchâtel.

Une entreprise active en R-D sur six est sous contrôle étranger

Le tableau T1 ci-dessous indique la répartition des trois variables examinées (nombre d'entreprises, dépenses intra-muros, personnel de R-D exprimé en emplois en équivalents plein temps (EPT)) selon que l'unité est sous contrôle étranger ou suisse. Dans ce dernier cas, le tableau indique encore s'il s'agit d'une unité strictement indépendante ou si l'unité appartient à un groupe dont la tête se trouve sur le territoire helvétique.

Comme on peut le constater, en 2019, les unités sous contrôle étranger représentent une entreprise active en R-D sur six (17%). Cette proportion se retrouve également en termes de dépenses consacrées aux activités de R-D. En effet, près d'un franc sur six (16%) est investi par cette catégorie d'entreprises. Il semble donc y avoir un certain «équilibre» des proportions entre le nombre d'unités et les dépenses intra-muros. Par contre, la situation est différente lorsqu'on s'intéresse aux personnes se consacrant aux activités de recherche. Ici, la part de l'emploi des entreprises étrangères est sensiblement plus élevée (22% du total

du personnel de R-D). Ce résultat suggère que les entreprises étrangères occupent proportionnellement une main-d'œuvre plus importante que les entreprises d'origine suisse.

Le tableau T1 montre par ailleurs que les entreprises appartenant à des groupes (cette fois-ci indépendamment du fait qu'ils soient suisses ou étrangers) ont proportionnellement plus de dépenses et plus de personnel de R-D que les entreprises indépendantes. En effet, alors que ces dernières représentent la moitié des unités actives en R-D sur le territoire suisse, elles ne rassemblent qu'un petit cinquième des ressources consacrées à la R-D, tant du point de vue des dépenses qu'au point de vue du personnel.

Ces résultats montrent, qu'en moyenne, les activités de R-D réalisées par des entreprises de groupes sont de plus grande ampleur (en termes financiers et humains) que les activités menées par des entreprises indépendantes. L'hypothèse privilégiée ici pour expliquer cette différence est qu'une entreprise de groupe a accès à des possibilités de financement supérieures à celles d'une entreprise indépendante, ce qui lui permet de s'engager dans des projets de recherche plus nombreux et/ou de plus grande ampleur.³

Entreprises actives en R-D, dépenses et personnel de R-D selon le type d'entreprises, en 2019

Parts relatives en %

T1

	Nombre d'entreprises	Dépenses intra-muros de R-D	Personnel de R-D en EPT ¹
Total	100%	100%	100%
Entreprises sous contrôle étranger	17%	16%	22%
Entreprises sous contrôle suisse	83%	84%	78%
dont:			
entreprises indépendantes	49%	18%	19%
groupes d'entreprises sous contrôle suisse	35%	65%	59%

¹ EPT: emploi en équivalent plein-temps

Source: OFS – Recherche et développement auprès des entreprises privées (RD Priv)

© OFS 2021

Entreprises actives en R-D, dépenses et personnel de R-D selon la branche¹ et le type d'entreprises, en 2019

Parts relatives en %

T2

	Entreprises sous contrôle étranger			Entreprises sous contrôle suisse		
	Nombre d'entreprises	Dépenses intra-muros de R-D	Personnel de R-D en EPT ²	Nombre d'entreprises	Dépenses intra-muros de R-D	Personnel de R-D en EPT ²
Total	17%	16%	22%	83%	84%	78%
Chimie-Pharmacie	24%	8%	11%	76%	92%	89%
Métallurgie-Machine	22%	21%	21%	78%	79%	79%
Branches technologiques	18%	28%	34%	82%	72%	66%
Recherche et développement	10%	24%	28%	90%	76%	72%
Autres	13%	13%	16%	87%	87%	84%

¹ Regroupement de branches NOGA

² EPT: emploi en équivalent plein-temps

Source: OFS – Recherche et développement auprès des entreprises privées (RD Priv)

© OFS 2021

³ Mancusi, M.L. & Vezzulli A. (2014), «R&D and Credit Rationing in SMEs», *Economic Inquiry*, Vol. 52, No. 3, pp. 1153–1172.

La présence des multinationales diffère selon les branches d'activités

Le tableau T2 ci-dessus présente les parts relatives des entreprises sous contrôle suisse, respectivement sous contrôle étranger, pour les trois variables examinées, ventilées en cinq agrégats de branche⁴. Au niveau du nombre d'entreprises, la proportion la plus élevée des unités sous contrôle étranger se trouve dans les branches «Chimie – Pharmacie» et «Métallurgie – Machine». Ces deux branches représentent respectivement 24% et 22% du total des entreprises de ces branches en Suisse. A contrario, les unités sous contrôle étranger sont peu présentes dans la branche «Recherche et développement», où seule une entreprise sur 10 appartient à un groupe étranger.

Si on examine les dépenses de R-D intra-muros, on voit que la répartition est sensiblement différente. Les entreprises de groupes étrangers sont ainsi beaucoup plus présentes dans les «Branches technologiques» (qui regroupent les activités en lien avec la technologie de l'information et de la communication – TIC, ainsi que la production d'instruments de haute technologie) et la branche «Recherche et développement». En effet, leurs parts dans les montants investis dans la recherche sont respectivement de 28% et 24%. Ces proportions sont encore plus élevées pour le personnel de R-D, où 34% et 28% du personnel de ces branches sont rattachés à des multinationales étrangères.

On peut relever ici le profil particulier de la «Chimie – Pharmacie». Alors que les entreprises sous contrôle étrangers sont particulièrement nombreuses dans cette branche (24% du total des unités), les dépenses intra-muros de ces unités représentent seulement 8% du total de la branche. Une proportion semblable est observée pour le personnel de recherche (11%). Ces différences peuvent s'expliquer par l'existence d'entreprises de groupes suisses de taille très importante, notamment dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Les montants engagés et le personnel employé sur le territoire helvétique par ces entreprises suisses sont tels que les moyens investis par les entreprises d'origine étrangères ne représentent in fine qu'une petite partie de l'activité totale de R-D de la branche.

Multinationales principalement originaires d'Europe et des États-Unis

La statistique des groupes d'entreprises – STAGRE – permet également d'identifier le pays de résidence du siège de la multinationale étrangère. En croisant ces informations avec la statistique de R-D auprès des entreprises, il est ainsi possible de classer les entreprises par nationalité du groupe étranger (voir graphique G1).⁵

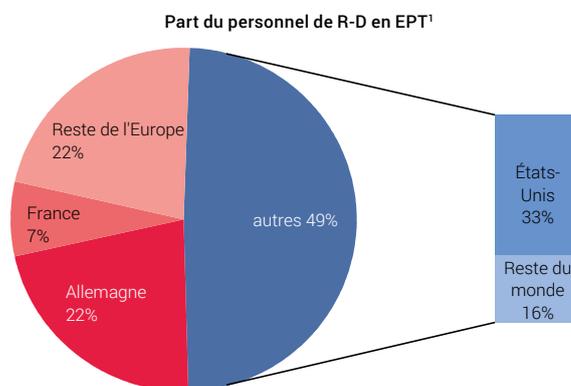
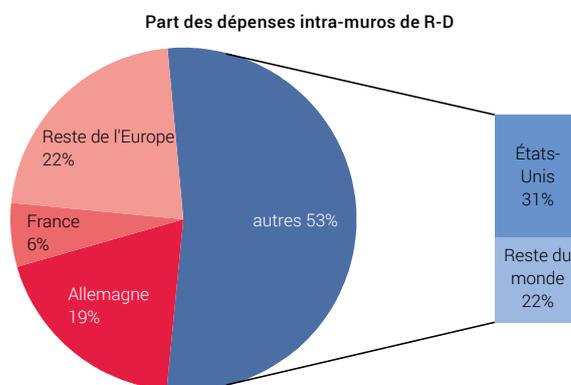
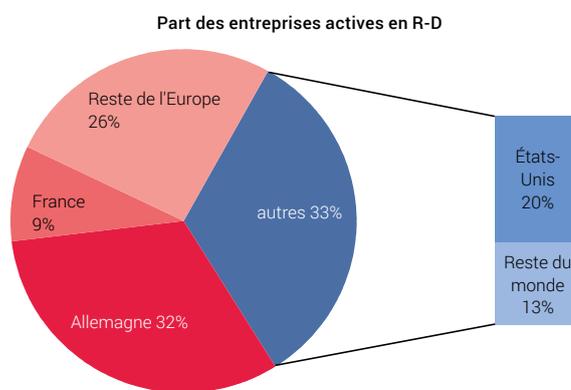
Au niveau des entreprises, l'Allemagne est très présente, avec le contrôle sur près d'une entreprise sur trois (32%). La France, deuxième pays européen en termes d'importance, représente 9% des entreprises. En agrégeant tous les pays européens, on constate que l'Union européenne rassemble les deux tiers de l'effectif des entreprises étrangères.

Un tiers des entreprises étrangères en Suisse a un siège en-dehors de l'Union européenne, dont la majorité est située aux États-Unis. Ces derniers sont la tête de groupe d'environ une entreprise sur cinq (20%).

Entreprises actives en R-D, dépenses et personnel de R-D des multinationales étrangères selon le pays d'origine, en 2019

Parts relatives en % du total des entreprises sous contrôle étranger

G1



¹ EPT: emploi en équivalent plein-temps

⁴ Afin d'assurer la protection des données, il n'est pas possible de fournir une ventilation plus fine au niveau des branches d'activités.

⁵ N.B.: Le continent asiatique, et plus particulièrement la Chine, est classé dans «reste du monde» du fait d'un trop petit nombre d'observations.

Au niveau de l'importance des dépenses consacrées aux activités de recherche, on remarque que l'importance de l'Europe diminue. En parts relatives, l'Europe représente moins de la moitié des dépenses intra-muros de R-D (47%). À l'inverse, la part de dépenses des entreprises sous contrôle américain s'élève à 31%.

Finalement, si on regarde la part du personnel de recherche, on constate que les proportions sont très proches de celles observées pour les dépenses. L'Europe représente environ la moitié (51%) des dépenses de R-D et les États-Unis un tiers (33%).

Pour conclure

Pour la première fois, une estimation a été faite de l'importance des entreprises sous contrôle étranger dans la R-D en Suisse. Il ressort, en termes de dépenses, qu'un sixième de la recherche du secteur privé en Suisse est réalisé par des entreprises appartenant à des groupes étrangers.

Si, par manque de point de comparaison, il n'est pas possible d'interpréter ce résultat avec d'autres pays aux économies similaires, ce premier résultat montre la nette prépondérance des entreprises domestiques dans le domaine de la recherche.

Cependant, on constate une plus grande concentration des entreprises étrangères dans les branches technologiques, rassemblant à la fois les activités relatives au secteur TIC ainsi que les activités de production d'instruments de précision. Ce résultat est peut-être le signe de l'attractivité de certains clusters suisses, que ce soit dans le domaine de la microtechnique/microélectronique ou dans des domaines plus récents relatifs à la technologie blockchain.

Finalement, il apparaît que les entreprises étrangères sont d'origine européenne pour les 2 tiers. Viennent-ensuite les entreprises dont le siège se situe aux États-Unis. A contrario, la présence d'entreprises sous contrôle asiatique, ou chinois plus particulièrement, reste limitée parmi les entreprises actives dans la recherche en Suisse.

Éditeur:	Office fédéral de la statistique (OFS)
Renseignements:	Sandra Plaza Chardon, OFS, tél. 058 463 63 48
Rédaction:	Pierre Sollberger, OFS
Contenu:	Sandra Plaza Chardon, OFS; Pierre Sollberger, OFS
Série:	Statistique de la Suisse
Domaine:	15 Éducation et science
Langue du texte original:	français
Mise en page:	section DIAM, Prepress/Print
Graphiques:	section DIAM, Prepress/Print
En ligne:	www.statistique.ch
Imprimés:	www.statistique.ch Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, order@bfs.admin.ch , tél. 058 463 60 60 Impression réalisée en Suisse
Copyright:	OFS, Neuchâtel 2021 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
Numéro OFS:	1206-1900